Emmanuelle Cosse (EELV) : La déchéance de nationalité “c’est scandaleux et extrêmement inquiétant”

18/11/2015 à 18h29

La secrétaire nationale d’Europe Ecologie-Les Verts, Emmanuelle Cosse, met en garde le gouvernement contre toute révision constitutionnelle dans l’urgence et sur la déchéance de nationalité.

Au lendemain du discours de François Hollande devant le Congrès, ne craignez-vous pas pour les libertés publiques ?

Il faut le redire : ce qui s’est passé vendredi soir change la donne. Mais je ne suis pas certaine que cela appelle des changements législatifs et constitutionnels décidés dans l’urgence et l’émotion. Le président de la République a voulu se montrer ferme. Soit. Mais soyons prudents : je comprends que l’on prenne, dans un contexte d’état d’urgence, temporaire, des dispositions exceptionnelles, mais il ne faut pas céder sur nos valeurs et nos principes démocratiques. C’est justement cela que les terroristes attaquent. […]

Que pensez-vous de la proposition de déchoir la nationalité de binationaux nés Français ?

Sincèrement, c’est scandaleux et extrêmement inquiétant. Si nous faisons ça, nous tombons exactement dans le piège que veut nous tendre Daech. Ce serait inefficace voire contre productif pour lutter contre le terrorisme,**car cela installerait l’idée qu’il y a un problème avec les personnes qui ont une double nationalité.**

Cela encouragerait le racisme selon vous ?

On encouragerait la xénophobie et la stigmatisation, notamment vis-à-vis des musulmans, ce qui est justement recherché par les terroristes. Il faut au contraire agir de manière juste et

efficace pour garantir la sécurité de nos concitoyens. Pourquoi nos services de renseignement ont du mal avec la Belgique ? Pourquoi il n'existe pas de police ou de parquet européen ? Il faut donner plus de moyens à l'Etat pour agir. Mais attention, Daech cherche à déclencher une hystérie sécuritaire, ne tombons pas dans le piège.

Et si le gouvernement veut inscrire aussi cela dans la Constitution ?

C'est impossible, sauf à sortir de la Convention européenne des droits de l'homme. Ce serait un recul historique. Mélanger le terrorisme et la nationalité, c'est se tromper. […]

